

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 3 JUIN 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
OBJET DE LA DECISION N° 24/353 PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL AVEC LA SASU LASERTAG A LA SEYNE-SUR-MER - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/353

BUREAU DU 3 JUIN 2024

**O B J E T : PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL AVEC LA
SASU LASERTAG A LA SEYNE-SUR-MER -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/075 du 04 mai 2023 relative aux délégations du conseil métropolitain au bureau et au Président,

VU le projet de protocole d'accord transactionnel joint,

CONSIDERANT qu'une convention d'occupation temporaire, précaire et révocable du domaine métropolitain avait été conclue le 11 août 2021 entre la SASU Janas Laser Tag et la Métropole TPM en vue de l'exploitation d'une activité commerciale sur les parcelles, section BR n°192 et n°1666 sises avenue Auguste Renoir à La Seyne-sur-Mer,

CONSIDERANT que l'exploitation de cette activité était soumise à autorisation d'urbanisme,

CONSIDERANT que par arrêté en date du 06 mai, la commune de la Seyne sur-Mer a rejeté la demande de permis de construire,

CONSIDERANT que ce rejet a placé la société dans l'impossibilité d'exploiter commercialement le site, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a procédé au retrait de l'autorisation précitée par décision n°22/753, notifiée le 04 octobre 2022,

CONSIDERANT que la société avait engagé des frais portant sur les travaux nécessaires à cette activité, notamment entres autres le raccordement au réseau d'assainissement, au travers de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour un montant de 2 164 euros, tout en installant un container sur lesdites parcelles,

CONSIDERANT que la SASU LASERTAG a sollicité par courrier du 26 octobre 2022 le remboursement des frais exposés dans ce cadre portant sur l'assainissement et le branchement électrique, l'assurance pour le terrain, la création de la société avec un expert-comptable, la publication au greffe et la préparation du terrain soit un montant total de 10 254,98 euros,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne pouvait être tenue responsable de l'ensemble de cette situation a, par courrier en date du 15 mars 2023, notifié un courrier rappelant l'ensemble de ces faits en sollicitant de la société l'enlèvement du container tout en s'engageant, en contrepartie, à annuler le titre émis à l'encontre de la société portant sur les frais exposés de l'assainissement, soit un montant de 2 164 euros,

CONSIDERANT que le présent protocole d'accord a pour objet de mettre fin au différend qui oppose la SASU LASERTAG à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, et de prévenir tout litige à naître, par le paiement de la somme de 2 164 euros à la Métropole Toulon Provence Méditerranée au titre des travaux de raccordement au réseau d'assainissement, en échange de l'abandon de toute poursuite et du retrait du container,

CONSIDERANT que le container a été retiré des parcelles propriété de la Métropole par la société,

CONSIDERANT que la Métropole TPM accepte de verser à Madame DELSINNE Angéline, gérante de la SASU LASERTAG, qui, compte tenu de la forme de la société, a engagé les dépenses sur ses fonds propres, la somme de 2 164 euros correspondant au montant du titre payé pour le raccordement au réseau d'assainissement,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer le protocole transactionnel ci-joint.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont prévus au chapitre 65, article 65 888, opération 23.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 3 juin 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE :

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Sise 107, Avenue Henri Fabre, CS 30 536, 83041 TOULON CEDEX 9

Prise en la personne de son Président, **Monsieur Jean-Pierre GIRAN**, dûment habilité par
une délibération de en date du

Ci-après dénommée « Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE »,

D'une part,

ET

La SASU Janas LaserTag dont le siège social est situé 463 rue de Guérin, 83140 Six-Fours-les-Plages

Prise en la personne de madame DELSINNE Angéline,

Ci-après dénommée « la société »,

D'autre part

IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIIT :

La SASU Janas Laser Tag a, sollicité la mise à disposition des parcelles, section BR n°192 et n°1666 sises avenue Auguste Renoir à La Seyne-s/Mer, propriétés de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANE en vue d'exercer une activité commerciale. Une convention d'occupation temporaire, précaire et révocable, a été notifiée le 11 août 2021.

L'exploitation de cette activité était soumise à autorisation d'urbanisme.

Néanmoins, la commune de la Seyne s/Mer a, par arrêté en date du 6 mai 2022, rejeté la demande de permis de construire.

Le rejet du permis de construire plaçant la société dans l'impossibilité d'exploiter commercialement le site, la Métropole a été dans l'obligation, au regard des règles du droit de l'urbanisme et de la décision prise par la commune, de procéder au retrait de l'autorisation précitée.

Or, la société avait procédé à la réalisation des travaux nécessaires à cette activité et installé un container sans attendre la délivrance effective de ces autorisations.

Au regard des travaux engagés, la société a sollicité par courrier du 26 octobre 2022 le remboursement des frais exposés dans ce cadre, à savoir :

- l'assainissement et le branchement électrique, (factures EDF fournis d'un montant de 424,35 euros et 206,63 euros) et branchement réalisé par TPM montant 2164 euros,
- Assurance pour le terrain d'un montant de 500 euros,
- la création de la société avec un expert comptable et la publication au greffe,
- la préparation du terrain pour un montant de 6960 euros.

SOIT UN TOTAL de 10 254.98 euros.

Or, il était précisé à l'article 10 de la convention d'occupation annulée intitulé « cessation d'activité – résiliation – retrait de l'autorisation », que la cessation d'occupation pour quelque motif que ce soit n'ouvrait droit à aucune indemnisation de la part de la Métropole.

Cette situation d'impossibilité d'exploiter compte tenu de l'absence de délivrance par la commune de l'autorisation d'urbanisme, décision qui ne relève pas de la responsabilité de la Métropole, a généré un désaccord entre les parties à la convention sur le montant des sommes engagées que la société souhaitait se voir rembourser.

Par courrier en date du 15 mars 2023, la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE a notifié un courrier rappelant l'ensemble de ces faits en sollicitant de la société l'enlèvement du container. En contrepartie, la Métropole s'engageait alors à annuler le titre émis à l'encontre de la société portant sur les frais exposés de l'assainissement, soit un montant de 2164 euros.

Après plusieurs relances, ledit container a été enlevé au début du mois d'avril 2024.

Utilité de la présente transaction :

La section des Etudes et du Rapport du Conseil d'Etat rappelle l'importance et l'utilité du règlement amiable des litiges en précisant :

« Les collectivités publiques doivent, parce qu'elles assurent une mission d'intérêt général, privilégier la prévention des litiges » (Documentation française 1993, p.74).

C'est dans ces conditions que les parties ont décidé de se rapprocher et de mettre fin au litige qui les oppose, selon une logique de concessions réciproques, dans les conditions ci-après définies.

Elles sont ainsi convenues de ce qui suit à titre de transaction irrévocable et définitive, au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil

Ceci rappelé, il a donc été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent protocole d'accord a pour objet de mettre un terme définitif, au différend qui oppose la société à la Métropole, et de prévenir tout litige à naître.

Le Protocole est conclu de bonne foi entre les Parties.

Il est d'ores et déjà précisé qu'en cas de contradiction entre les stipulations du contrat initial et le présent protocole, les stipulations de ce dernier prévaudront.

ARTICLE 2 : ACCORD TRANSACTIONNEL

A titre tout à fait exceptionnel, compte tenu de la décision de la commune de conditionner la délivrance du permis à la réalisation des branchements nécessaires suivi d'une décision de refus de délivrer le permis, la Métropole a annulé l'autorisation d'occuper son domaine et renoncé au recouvrement de la redevance d'occupation.

La Métropole s'engage par le présent :

- à annuler le titre de recette d'un montant de 2164 euros émis à l'encontre de la société ;
- à procéder au remboursement de cette somme acquittée au titre des travaux de raccordement au réseau d'eau et d'assainissement sur le relevé d'identité bancaire de Madame DELSINNE, gérante de la SASU, les sommes ayant été prélevées sur son compte personnel.

La société en contre partie s'engage :

- à renoncer à la réclamation du 26 octobre 2022 portant sur le remboursement de la somme de 10 254.98 euros au titre des différents travaux engagés par ses soins de manière irrévocable ;
- Le cas échéant, à se désister de toute réclamation, instance et action judiciaire ayant pour cause directe ou indirecte les faits exposés au préambule.

ARTICLE 3 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SOMME DUE

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE s'engage à procéder au remboursement de la somme du titre perçue, comme précisé à l'article 1 du présent protocole, après signature des deux parties au protocole et notification dudit document à la société.

ARTICLE 4 : EFFETS DU PRESENT PROTOCOLE

Le présent protocole constitue une transaction au sens des dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil, et plus particulièrement de l'article 2052 du Code civil.

Cet accord a pour effet de remplir les parties dans leurs droits et mettre fin à tous litiges nés ou à naître à raison du litige objet du présent accord.

Les parties renoncent en conséquence à toute instance et action future pour tout litige relatif à l'objet du présent protocole du chef du non-paiement des sommes engagées au titre des travaux nécessaires à l'activité commerciale de la société.

Chacune des parties reconnaît que le respect de ses obligations est directement conditionné par le respect de l'autre partie de ses propres obligations de sorte que nul ne peut se prévaloir isolément de l'une d'entre elles.

Le présent protocole d'accord aura entre les parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne pourra être attaqué pour quelques causes que ce soit notamment cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion.

Tout différend relatif à la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent protocole sera de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

ARTICLE 5 : PRISE D'EFFET DU PRESENT PROTOCOLE

Le présent protocole prendra effet dès sa signature, sa transmission au représentant de l'Etat et sa notification à la société.

Fait à Toulon, le

Pour la SASU LASERTAG
Angéline DELSINNE



TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Le Président
Jean-Pierre GIRAN